

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le premier ministre aura la parole pour répondre à la dernière partie de la question du député de Saint-Jean-Lancaster.

M. Bell: Monsieur l'Orateur, comme, le premier ministre s'est empressé de revenir de Toronto, nous tenons à entendre tout ce qu'il aura à dire.

Des voix: Certainement.

L'hon. M. Hees: Déplumez-vous la bouche, Pierre.

Le très hon. M. Trudeau: L'accueil que me font tous les partis me touche.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Les plumes et tout le bazar.

M. Lewis: Ne vous laissez pas trop berner par ces paroles.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, les plumes que je portais provenaient d'un bonnet. Quant aux «horsefeathers» (inepties), on les trouvait l'autre côté.

Une voix: Horsefeathers?

Le très hon. M. Trudeau: Je devrais peut-être parler de bonnet d'âne. La meilleure réponse à cette question serait de rappeler à la Chambre que nous devons rencontrer, lundi matin, les représentants de l'industrie des pâtes et papier, alors que nous espérons nous atteler à bon nombre de ces questions.

M. Baldwin: Après une telle réponse, aussi bien retourner à Toronto.

M. l'Orateur: A l'ordre. Plusieurs députés cherchent à poser des questions supplémentaires. J'ignore si elles se rapportent à des questions précédentes. Je pense que nous devrions terminer la première ronde de questions en donnant la parole au député de Témiscamingue, après quoi nous essaierons de départager toutes ces questions supplémentaires.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

QUESTION RELATIVE À DES ENTENTES COMMERCIALES ENTRE LE CANADA ET L'ALGÉRIE—LE TAUX D'INTÉRÊT DES PRÊTS

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Depuis sa récente visite en Algérie, des ententes commerciales quelconques ont-elles été conclues avec l'Algérie, relativement à des échanges de produits?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, si l'honorable député fait allusion à des échanges privés, il y en a eu un certain nombre; je ne pourrais pas tous les mentionner ici. S'il pense à des échanges de caractère public, oui, en effet, il y en a eu. La Société pour l'expansion des exportations, qui avait déjà engagé 50 millions de dollars dans certains projets pour l'Algérie, a engagé une autre somme de 10 millions dans un fonds à court terme avec une agence bancaire du gouvernement algérien. Et M. Aiken, le président de la compagnie, à l'occasion de ma visite à Alger,

[Le très hon. M. Trudeau.]

s'est dit prêt à financer même une centaine de millions de dollars d'exportations vers l'Algérie, si des projets valables lui étaient présentés.

M. Caouette: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

L'honorable ministre est-il en mesure de dire à quel taux d'intérêt ces prêts de 50 ou 60 millions, et de 100 millions de dollars seront consentis à l'Algérie?

L'hon. M. Pepin: Au taux de l'intérêt commercial habituel, monsieur le président; il n'y a pas de subventions, en ce qui a trait aux taux d'intérêt, sauf, évidemment, pour les projets de l'ACDI, qui revêtent un caractère particulier d'aide aux pays en voie de développement.

* * *

LA STATISTIQUE

LE PROJET DE NORMALISATION DES DONNÉES FINANCIÈRES

• (11.40 a.m.)

[Traduction]

M. l'Orateur: Le député de Fundy-Royal a la parole pour une question supplémentaire.

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Ma question est peut-être autonome, monsieur l'Orateur, mais elle découle de questions antérieures sur le DISC, etc. J'en ai donné un préavis au ministre, quoique bref. Statistique Canada et le Département du commerce des États-Unis s'emploient-ils d'urgence à mettre au point une formule convenue pour la présentation des statistiques, notamment des données financières, afin que les différences qui existent par exemple entre les balances des paiements, et qui s'élèvent actuellement à plusieurs centaines de millions de dollars, se fondent au moins sur un dénominateur commun?

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Le problème soulevé en est un qui n'est pas particulier aux relations entre le Canada et les États-Unis; il existe dans tous les pays du monde, à cause des difficultés d'établir ces statistiques-là. En effet, nos deux pays y travaillent depuis plusieurs années et, lors de sa récente visite à Ottawa, M. Stans, secrétaire d'État au Commerce des États-Unis, a suggéré qu'un effort spécial soit fait en ce sens. Depuis ce temps, nous avons envoyé un de nos experts à Washington, et il cherche présentement à débayer le terrain avec son homologue américain.

[Traduction]

M. Fairweather: Une question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dirai que, pour l'instant, ce sera la dernière question supplémentaire à ce sujet. Je donnerai ensuite la parole au député de Saint-Jean-Est.

M. Fairweather: Les États-Unis et le Canada sont-ils maintenant d'accord sur les montants de leurs balances des paiements respectives?

[Français]

L'hon. M. Pepin: Monsieur le président, la façon de procéder, actuellement, c'est de mettre sur un côté de la page le point de vue de Statistique Canada, et sur l'autre,